

CSC et FGTB : « Touche pas à ma province ! »

Les syndicats ont interpellé les partis sur l'avenir de la Province. Ils ont été reçus avant le conseil provincial.

• **Lydie PICARD**

«**T**ouche pas à ma province ! », tel est le slogan de la FGTB et de la CSC qui refusent « le marchandage des compétences provinciales dans la précipitation » et réclament « une flexion plus approfondie. »

Juste avant le conseil provincial, les syndicats ont interpellé les quatre chefs de groupe à propos de l'avenir de l'institution provinciale... sur le trottoir, devant les bâtiments provinciaux.

Les délégués CSC et FGTB n'ont pu être reçus en séance. Tout simplement parce que la loi ne prévoit pas que les citoyens puissent interpellier les chefs de groupe, uniquement le collège.

Sur invitation du président du conseil, Jean-Marie Meyer, les délégués syndicaux ont tout de même été reçus au sein de l'hémicycle, mais avant la séance publique.

« Je pousse un petit coup de gueule, lance d'ailleurs Joël Thiry, secrétaire régional FGTB Luxembourg, parce qu'on n'a pas pu nous recevoir en séance plénière. »

Tous les chefs de groupe n'ont pu être présents, Elie Deblire (cdH) et Anne Laffut (MR) étant retenus à l'inauguration des nouveaux investissements de l'ESA, à Transinne.

Autre petit coup de gueule de Joël Thiry, à l'adresse de Benoît Piedbœuf cette fois.

Les syndicats ont écrit aux différents présidents provinciaux pour connaître leur position quant à l'avenir de l'institution provinciale.

Joël Thiry a taclé la réponse du président provincial du MR, y lisant « un certain mépris et une certaine condescendance vis-à-vis des travailleurs et des représentants syndicaux. »

• **À la hussarde »**

Les syndicats rappellent l'importance de l'institution provinciale, en province de Luxembourg : 1 050 travailleurs, 80 sites, 53 % des parts dans Vivalia, cinq écoles spécialisées, quatre instituts médico-pédagogiques, trois agences immobilières sociales, les domaines du

Fourneau Saint-Michel et de Mirwart...

« Dans la précipitation, à la hussarde, on veut transférer des compétences provinciales extrêmement importantes, s'inquiète Joël Thiry. On veut des réponses claires et précises. »

Des réponses comparées ensuite à celle des présidents provinciaux de parti. « Nous n'avons pas eu cette réponse ni pour le cdH, ni pour le MR, regrette Bruno Antoine, secrétaire fédéral CSC Luxembourg. On espère qu'il n'y aura pas de double discours. » Tant dans les rangs d'Écolo que ceux du PS : pas de discordance.

« Dans cette province, on n'a rien reçu sans combat, souligne encore Bruno Antoine. Vous avez tous parlé de concertation. N'oubliez pas les organisations syndicales et les citoyens dans cette concertation. » ■

• **Bernard MOINET**

Député cdH

« L'échelon provincial démontre qu'il est un maillon efficient et essentiel des rouages démocratiques. Mais une évolution est nécessaire. On

déplore la méthodologie floue et l'urgence des délais. Pour nous, aujourd'hui, cette méthode n'est pas la bonne. On constate une méconnaissance de ce que font les Provinces. »

• **Michel JACQUET**

Conseiller MR

« Même dans un parti, il y a énormément de nuances. Garder la Province telle qu'elle est, c'est définitivement l'enterrer. Il faut transférer des compétences

provinciales vers un autre niveau de pouvoir, dans la concertation, pour proposer un meilleur service à la population. »

• **Jean-Philippe FLORENT**

Chef de groupe Écolo

« C'est la méthode la plus déplorable qui puisse être dans ce genre de situation, sans analyse préliminaire, ou si peu. L'institution

provinciale sera amenée à être supprimée. Nous ne sommes en aucun cas pour la suppression des services et des postes de travail. »

• **Francis STEIFFER**

Chef de groupe PS

« Aucune ambiguïté, pour le PS, la suppression des provinces n'est à l'ordre du jour d'aucune de ses instances. Le transfert des compétences provinciales vers l'échelon régional s'est jusqu'à présent soldé par une moins value pour la population luxembourgeoise. »